

## **La Chine moins attractive ? Oui pour l'UE, non pour le Japon**

Plus d'une entreprise européenne sur cinq (22 %) implantée en Chine envisage de détourner ses investissements de ce pays vers d'autres marchés émergents à cause de coûts du travail en hausse et d'un cadre juridique incertain, selon une enquête publiée mardi.

"La Chine devient un marché stratégique de plus en plus important pour les entreprises européennes, mais une proportion significative pourrait réorienter ses investissements et quitter la Chine, de plus en plus onéreuse, pour d'autres pays", selon une enquête de la Chambre de commerce européenne en Chine à laquelle ont répondu 557 entreprises membres.

Alors que 78 % de ces sociétés se disent optimistes quant à une croissance de leurs opérations en Chine au cours des deux années qui viennent, seules 36 % tablent sur une évolution favorable de leur rentabilité, d'après l'enquête.

Pour grandir en Chine, 52 % des entreprises prévoient une expansion vers des régions où elles ne sont pas encore implantées, notamment dans l'intérieur du pays, où les salaires sont plus faibles, et où certaines provinces accordent des mesures incitatives aux entreprises étrangères.

Les trois principales inquiétudes des entreprises européennes en Chine sont le ralentissement économique (65 %), l'augmentation du coût du travail (63 %) et le ralentissement économique mondial (62 %), selon l'enquête.

Chez le voisin japonais, on perçoit les enjeux différemment et on cherche au contraire à développer les échanges. Le Japon et la Chine vont démarrer fin mai un échange direct de leurs devises, le yen et le yuan, sur les marchés de Tokyo et Shanghai afin de dynamiser le commerce et l'investissement bilatéral, a annoncé le ministre des finances japonais.

Jusque-là, les monnaies nipponne et chinoise s'échangeaient via un système incorporant le dollar comme pivot dans la détermination du taux de change. Quelque 60 % des échanges sino-japonais s'effectuent aujourd'hui via le billet vert. Cette annonce intervient dans le cadre d'une série d'accords conclus fin décembre entre la Chine et son voisin, respectivement 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> puissances économiques mondiales, afin de faciliter et renforcer leur commerce et leurs investissements bilatéraux.

**Le rapport de la Chambre de commerce européenne en Chine est dans notre base « Ressources documentaires », rubrique Divers, international, documents, dossiers, études et analyses, rapports, European Chamber in China.**

*Source : lemonde.fr, 29/05/2012*